

CONVENTION N°

/ MPR du
(DRM25200950AC-4)

relative aux objectifs et obligations de l'association le Cluster Maritime de Polynésie Française dans le cadre de sa participation à l'UNOC3 (troisième Conférence des Nations Unies sur l'Océan)

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;
- Vu la loi du pays n° 2023-7 du 23 janvier 2023 portant modification de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la demande de subvention de l'association le Cluster Maritime de Polynésie Française, en date du 31 mars 2025 ;
- Vu l'arrêté n° 0725 /CM du 27 MAI 2025 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'association le Cluster Maritime de Polynésie Française dans le cadre de sa participation à l'UNOC3 (troisième Conférence des Nations Unies sur l'Océan),

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte de la Direction des ressources marines, représentée par le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale Monsieur Taivini TEAI, ci-après désigné l'autorité délégante,

d'une part,

ET :

L'association le Cluster Maritime de Polynésie Française, N° Tahiti B13354.001, BP 972 - 98713 Papeete, représentée par son Président Monsieur Stéphane PEREZ, ci-après désigné Le bénéficiaire

d'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE

La France et le Costa Rica organisent la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC-3) à Nice, du 9 au 13 juin 2025. Elle entend réunir l'ensemble des États membres des Nations unies, les agences spécialisées, la société civile, le secteur privé et les donateurs internationaux pour répondre aux défis de l'océan.

La troisième édition de la Conférence des Nations Unies sur l'Océan, a pour thème principal : « Accélérer l'action et mobiliser tous les acteurs pour conserver et utiliser durablement l'océan ». Elle vise à renforcer la protection et l'utilisation durable de l'océan, des mers et de leurs ressources, ainsi qu'à mettre en œuvre les priorités de l'Objectif de développement durable 14 (ODD 14) dédié à l'océan.

Créé en juin 2014, le Cluster maritime de Polynésie française (CMPF) a pour vocation de promouvoir l'économie maritime comme moteur de la relance économique de notre Pays. La vision de développement du CMPF s'inscrit dans le cadre de la préservation active de l'environnement.

L'association regroupe plus de cinquante membres et partenaires travaillant sur des projets transversaux et structurants dans tous les domaines de l'économie maritime : la pêche et l'aquaculture, la préservation de la biodiversité, les formations et l'emploi maritimes, les infrastructures maritimes et nautiques, le tourisme nautique et la croisière, la législation, la sécurité en mer, les énergies marines renouvelables et l'innovation.

L'association le Cluster Maritime de Polynésie française sollicite le soutien financier du Pays par l'octroi d'une subvention d'un montant de 300 000 F CFP (trois cent mille francs CFP) afin de les aider dans la gestion des frais de transport nécessaire à leur participation à l'UNOC3.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les obligations de l'association le Cluster Maritime de Polynésie Française résultant de l'attribution, par la Polynésie française, d'une subvention pour le financement de sa participation à l'UNOC3 (troisième Conférence des Nations Unies sur l'Océan) du 9 au 13 juin 2025 à Nice.

Article 2. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- a) Participer à la troisième Conférence des Nations Unies sur l'Océan ;
- b) S'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est-à-dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- c) Se conformer aux dispositions de la loi du Pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée ;
- d) Respecter l'affectation des subventions perçues ;
- e) Tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives) ;
- f) Tenir informé le Ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- g) Transmettre au Ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation de la recherche et de la cause animale au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc).

En cas de non-respect des obligations référencées ci-dessus a), b), c), d), et e), l'association sera tenue de restituer à la Polynésie française toute ou partie de la subvention perçue.

Article 3. - Modalités de paiement

L'association est attributaire d'une subvention d'un montant de 300 000 f CFP (trois-cent-mille francs CFP)

Le paiement est effectué sur le compte de l'association le Cluster Maritime de Polynésie Française comme suit:

- Domiciliation : Banque Socredo
- Intitulé du compte : Le cluster maritime de Polynésie
- Code établissement : [REDACTED]
- Code guichet : [REDACTED]
- N° compte : [REDACTED]
- Clé RIB : [REDACTED]

Le paiement a lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 4. - Modalités de versement

Le versement de la subvention visée à l'article 4 s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50%, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP) à compter de la date de notification de l'arrêté d'attribution ;
- le solde de 50%, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de l'utilisation de la première fraction.

L'association s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives du solde de 50% auprès de la DRM attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Article 5. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice: 2025
- Mission : 965
- Programme : 96503
- Article: 657

Article 6. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- inexécution par l'association le Cluster Maritime de Polynésie Française, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles ; un délai de 15 jours (par lettre recommandée) est alors nécessaire

Article 7. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 8. - Élection de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Direction des ressources marines

B.P. 20, 989813 Papeete, Tahiti, Polynésie française

Imm. JB Lecaill, 2ème étage à Fare Ute, Papeete

Tél. : 40 50 25 50, Fax. : 40 43 49 79

Email : secretariat.drm@administration.gov.pf - www.ressourcesmarines.gov.pf

le Cluster Maritime de Polynésie Française

BP 972 - 98713 Papeete , Polynésie française

Tél. : +689 87 28 08 44, monsieur Stéphane PEREZ

Article 9. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à _____, le

Fait à _____, le

Pour l'association le Cluster Maritime de Polynésie
Française,
son Président ¹

Pour la Polynésie française
le ministre
de l'agriculture,
des ressources marines,
de l'environnement,
*en charge de l'alimentation,
de la recherche et de la cause animale,*

Monsieur Stéphane PEREZ

Taivini TEAI

¹ Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature